

Présentation du numéro

Rhétoriques du pouvoir : parole diplomatique, discours politique et éthos oratoire

Pr Arsène ELONGO

Rédacteur en chef, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, République du Congo

Le présent numéro des Cahiers Africains de Rhétorique (Vol. 5, N°1, 2026) réunit dix-sept contributions qui, bien que portant sur des objets, des époques, des genres et des aires géographiques distincts, se rejoignent autour d'une même question : comment la parole publique construit-elle, légitime-t-elle ou conteste-t-elle l'autorité politique ? Du discours de clôture d'une campagne présidentielle congolaise à la rhétorique diplomatique du Kremlin, du pronom personnel comme opérateur de légitimation à la rupture protocolaire comme geste de souveraineté anticoloniale, du roman colonial comme archive langagière à la palabre africaine comme grammaire d'une doctrine diplomatique personnaliste, de l'hyperbole et de la rupture des codes dans le langage diplomatique de Donald Trump à la métaphore argumentative chez Jean-Claude Gakosso, de la personnalisation du discours diplomatique chez Emmanuel Macron aux adjectifs de subjectivation dans l'allocution de Brice Clotaire Oligui Nguema, de la trace du monde diplomatique dans le roman de Henri Djombo à la rhétorique révolutionnaire de Marien Ngouabi, de la résistance discursive dans le roman d'Henri Lopes à la diplomatie parlementaire à l'ère de l'intelligence artificielle, jusqu'au cadrage médiatique de la diplomatie congolaise dans la presse écrite et à la critique postcoloniale du langage diplomatique chez Sony Labou Tansi, ces dix-sept études donnent à voir la diversité des terrains sur lesquels s'exerce aujourd'hui l'analyse rhétorique du discours de pouvoir, tout en confirmant la fécondité d'un même appareillage conceptuel — ethos, pathos, logos, actes de langage, énonciation — appliqué à des corpus aussi variés que des allocutions électorales, des discours d'État, des entretiens de presse, des interventions militantes, des publications sur les réseaux sociaux, des écrits politiques et théoriques, des articles de presse, quatre romans et un récit autobiographique.

Cette convergence n'est pas fortuite. Elle témoigne de la vitalité d'un champ de recherche qui, en Afrique centrale comme ailleurs, s'attache désormais à lire le politique non plus seulement dans son contenu programmatique, mais dans les formes linguistiques par lesquelles il se donne à entendre : le choix d'un pronom, la structure d'une métaphore, l'euphémisation d'un fait ou, à l'inverse, le refus délibéré des codes de courtoisie qui régissent ordinairement l'échange interétatique — que cette parole s'énonce dans le discours vivant d'un orateur, se donne à lire dans la fiction romanesque, se reconstruit a posteriori à partir d'un récit de vie présidentiel, se redéploie dans les écrits théoriques d'un chef d'État ou se recompose dans les supports numériques et médiatiques par lesquels la parole publique circule aujourd'hui. C'est cette attention conjointe au fond et à la forme, à l'idéologie et à sa mise en discours, qui unit les dix-sept articles rassemblés ici.

Résumé des contributions

L'ouverture du numéro revient à **Gontran Odzotto**, dont l'article, « Analyse multidimensionnelle du discours de clôture du candidat Denis Sassou Nguesso : entre étatisme, stabilité et modernité », propose une lecture stratifiée du discours prononcé le 13 mars 2026 au Boulevard Alfred Raoul de Brazzaville. Mobilisant successivement les portées politique, philosophique, sociologique, anthropologique et académique du texte, l'auteur montre comment ce discours orchestre une synthèse rhétorique entre la légitimité de l'expérience accumulée au pouvoir et l'impératif de métamorphose que suppose tout exercice contemporain de l'autorité. L'analyse de la dialectique entre Chronos et Kairos, empruntée à la philosophie du temps, comme celle du pacte intergénérationnel et de la figure du « Patriarche-Protecteur » issue de l'anthropologie politique, illustre la capacité du discours électoral à mobiliser simultanément plusieurs registres de légitimation — rationnel-légal, traditionnel et charismatique — pour construire un récit cohérent de la continuité comme condition du progrès.

La deuxième contribution, due à **Arsène Elongo**, « Les aspects linguistiques du langage diplomatique dans le discours de Vladimir Poutine : analyse des stratégies discursives et rhétoriques », déplace le regard vers la scène internationale et vers un corpus autrement plus contesté. À partir d'un cadre pluridisciplinaire articulant l'analyse critique du discours, la théorie des actes de langage, la métaphore conceptuelle et la pragmatique de l'ironie, l'article identifie quatre grandes stratégies structurant le discours diplomatique russe contemporain — l'euphémisation lexicale, l'usage offensif de l'ironie, la métaphorisation conceptuelle et la réactualisation des soviétismes — avant d'en établir, par une analyse comparative inédite avec les discours d'Obama, Macron, Xi Jinping et Zelensky, l'asymétrie structurelle. Cette étude illustre la manière dont un langage institutionnellement voué à la gestion pacifiée des différends peut être retourné en instrument de légitimation de la force, sans jamais rompre formellement avec les conventions du genre diplomatique.

La troisième contribution, signée **Edouard Ngamountsika**, « Étude énonciative et rhétorique du "nous diplomatique" à partir de Denis Sassou N'Gouesso : les grands discours du premier septennat 2002-2009 », propose une analyse fine, appuyée sur un échantillon statistique, de l'emploi du pronom personnel *nous* et des possessifs *notre/nos* dans un corpus de six discours couvrant l'ensemble du premier septennat présidentiel. En s'appuyant sur la théorie benvenistienne de la personne amplifiée et sur la distinction, chez Kerbrat-Orecchioni, entre les différents emplois figés du *nous*, l'auteur montre que ce pronom, loin d'être un simple pluriel de politesse, fonctionne comme un opérateur énonciatif à géométrie variable, dont le référent — peuple congolais, sous-région, continent, communauté internationale — se redéfinit à chaque scène de parole convoquée, au service de fonctions de légitimation, de construction d'un ethos consensuel et de solidarisation stratégique avec l'interlocuteur.

La quatrième contribution, celle d'**Augustin Nombo**, « Rompre le protocole : rhétorique anticoloniale et parole diplomatique chez Lumumba et Sankara », referme le premier volet du numéro sur un geste de rupture plutôt que de continuité. En croisant les outils de la rhétorique classique et ceux de l'analyse

critique du discours d'inspiration postcoloniale, l'auteur met en évidence, dans cinq discours de Patrice Lumumba et de Thomas Sankara séparés par un quart de siècle, une même stratégie de subversion interne du protocole diplomatique : un ethos fondé sur le témoignage vécu plutôt que sur la légitimité institutionnelle, un pathos organisé autour de la mémoire des corps souffrants et de la notion de « dette de sang », un logos structuré par l'antithèse et par des actes de langage engageant l'orateur lui-même. Il en ressort une rhétorique panafricaine de la rupture protocolaire qui fait de la parole diplomatique un acte de souveraineté proclamé avant même que ses conditions matérielles ne soient pleinement réunies.

La cinquième contribution, due à **Sidoine Romaric Moukougou**, « Le langage diplomatique comme mémoire coloniale : protocole, rhétorique gaullienne et contre-discours dans *Case de Gaulle* de Guy Menga », déplace l'analyse du discours vivant vers son archive romanesque. À partir d'une approche à la fois énonciative, pragmatique et stylistique, l'auteur montre comment le roman de Guy Menga collecte, mémorise et reformule la parole gaullienne prononcée à Brazzaville en 1944 et 1958, en la donnant à entendre par la voix de personnages populaires qui la reçoivent, l'intériorisent ou la contestent. L'étude distingue ainsi les expressions liées aux dispositifs proto-diplomatiques officiels et à la rhétorique gaullienne de l'émancipation — cérémonial des visites d'État, monument comme acte diplomatique mémoriel, formule conditionno-permissive, réception messianique du Général — de celles relatives à la circum-locution diplomatique et au contre-discours colonial, portées notamment par les personnages de Dinamona et de N'Kenko. *Case de Gaulle* apparaît dès lors comme une archive langagière exceptionnelle du discours diplomatique colonial, saisi non plus dans sa version officielle mais dans la polyphonie de ses réceptions africaines.

La sixième contribution, signée **Aimée Noelle Gomas**, « La diplomatie par la parole : tradition mbochi et doctrine de Sassou N'Guesso au Congo (1979-2026) », referme ce premier volet consacré à la parole publique congolaise en déplaçant l'analyse du discours prononcé vers le récit de vie publié. Prenant pour objet *Le manguié, le fleuve et la souris* (1997), l'autrice reconstitue, à partir du texte lui-même, la doctrine diplomatique que Denis Sassou N'Guesso y revendique, avant de la confronter à l'historiographie indépendante des épisodes qu'il relate et à la diplomatie effectivement conduite par la République du Congo depuis le milieu des années 2020. Mobilisant le cadre théorique de la « politique du ventre » et du néopatrimonialisme (Bayart, Médard) ainsi que les traditions africaines de résolution des conflits par la parole — palabre, *mbongi*, *kanza* —, l'étude dégage quatre piliers stables de cette doctrine (équilibre entre puissances rivales, médiation régionale, régionalisme africain, partenariat renégocié avec la France), auxquels s'ajoute la mise en forme de l'ensemble dans l'idiome de la palabre mbochi, qui confère à la médiation congolaise une légitimité culturelle propre — non sans révéler, par une lecture attentive des silences du texte, les limites d'un exercice autobiographique au service d'une légitimation personnelle.

La septième contribution, due à **Didier Arcade Ange Loumbouzi**, « L'hyperbole dans le langage diplomatique de Donald Trump », ouvre un second ensemble de contributions consacré, non plus à la parole publique congolaise, mais aux mutations contemporaines du langage diplomatique international.

Prenant pour corpus le dossier iranien sur près d'une décennie — du retrait unilatéral du JCPOA en 2018 aux opérations militaires « Midnight Hammer » et « Epic Fury » (2025-2026) —, l'auteur montre comment l'hyperbole, loin de rester un simple écart stylistique, devient chez Donald Trump un procédé central de construction de l'ethos et de mobilisation du pathos, substituant à la retenue lexicale traditionnelle de la diplomatie une rhétorique de l'intensification systématique.

La huitième contribution, signée conjointement par **Othon Chrysostome Miatékéla** et **Raphice Graçadiou Mambouana Petou**, « 'Trump ou rupture des codes diplomatiques du langage politique », prolonge cette interrogation en s'attachant aux mécanismes linguistiques, pragmatiques et argumentatifs par lesquels le discours présidentiel américain, notamment sur les réseaux sociaux, viole le contrat de communication diplomatique tel que défini par Charaudeau. Les auteurs y interrogent, à partir de quatre hypothèses articulées, la question de savoir si cette rupture relève d'un style personnel éphémère ou d'une transformation plus profonde du langage politique à l'ère numérique.

La neuvième contribution, due à **Dzaboua Monkala**, « Aspects des figures stylistiques de la diplomatie dans les discours de Jean-Claude Gakosso », déplace l'analyse vers la parole diplomatique congolaise contemporaine. À partir de trois allocutions prononcées par le ministre des Affaires étrangères de la République du Congo à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies (2018, 2021, 2022), l'auteur propose un classement fonctionnel — et non plus seulement lexical — des métaphores mobilisées, organisé autour de six fonctions argumentatives (légitimation, disqualification, dramatisation, mobilisation, valorisation, dépersonnalisation) adossées aux trois preuves rhétoriques aristotéliennes et à la théorie de la politesse de Brown et Levinson.

La dixième contribution, signée par **Pierre Destain Ntsoua Ndombo** et **Séverin Ngakosso**, « La personnalisation du discours diplomatique : portée de l'allocution d'Emmanuel Macron », s'appuie sur les approches énonciative et présuppositionnelle pour analyser l'usage récurrent de l'embrayeur de première personne « je » dans le discours du président français. L'étude montre comment cette inscription marquée du locuteur dans son énoncé traduit une forte implication personnelle et une considération particulière à l'égard de la communauté française résidant au Congo-Brazzaville.

La onzième contribution, due à **Brèche Pachel Nguiené Bilongo**, « Adjectifs de subjectivation comme mode du langage diplomatique dans l'allocution de Brice Clotaire Oligui Nguema au débat de la 80ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies », s'appuie sur l'analyse du discours de Kramsch, Charaudeau et Maingueneau pour montrer le poids subjectif des adjectifs qualificatifs et déterminatifs dans le discours du président gabonais. L'étude révèle comment ces marqueurs adjectivaux, porteurs de connotations mélioratives ou dépréciatives, servent à la fois à légitimer le « coup de libération » et à dénoncer les injustices des grandes instances internationales à l'égard des puissances africaines.

La douzième contribution, signée **Ghislain Méliodore Mvoula-Massamba**, « La trace du monde diplomatique dans *Le Mort vivant* de Henri Djombo », prolonge ce second ensemble en renouant avec le

volet littéraire déjà amorcé par les contributions de Moukougou et de Gomas. Proposant une herméneutique du roman de l'ancien ambassadeur congolais, l'auteur y dégage deux sphères diplomatiques concurrentes — l'une moderne et architecturale, l'autre coutumière et fondée sur les savoirs endogènes de résolution des conflits — pour montrer comment Henri Djombo mobilise le lexique codé du monde diplomatique afin de construire la trame narrative et satirique de son récit.

La treizième contribution, signée conjointement par **Arsène Elongo** et **Edward Soh Opanga**, « La diplomatie de Marien Ngouabi : rhétorique d'une politique étrangère révolutionnaire (1969-1977) », ouvre un troisième ensemble de contributions qui revient, par le détour de l'histoire diplomatique congolaise elle-même, sur le discours du président Marien Ngouabi. À partir de *Vers la construction d'une société socialiste en Afrique* (1975), les auteurs dégagent quatre régimes discursifs — diplomatie de rupture, solidarité tiers-mondiste et panafricaine, socialisme pondéré par le non-alignement, pragmatisme hérité de l'ancienne puissance coloniale — et montrent comment le « nous » diplomatique construit un ethos de porte-parole collectif, dans une rhétorique de cohérence qui concilie le radicalisme anti-impérialiste et la situation matérielle d'un petit État dépendant.

La quatorzième contribution, due à **Gracia France Pierre Alembe**, « Langage diplomatique comme espace de pouvoir et de résistance dans *Le Lys et le flamboyant* d'Henri Lopes », prolonge ce retour vers l'écrit littéraire congolais en analysant le langage diplomatique comme dispositif tridimensionnel — institutionnel, idéologique et stratégique — dans le roman de l'ancien diplomate et Premier ministre congolais. À partir d'un corpus de quarante et une occurrences classées en sept catégories typologiques, mobilisant la pragmatique de l'énonciation, la sociologie du langage bourdieusienne et l'analyse du discours postcolonial, l'étude met au jour une continuité structurale entre discours colonial officiel et rhétorique postcoloniale, et caractérise le contre-discours du personnage de Kolele comme une pratique métalinguistique qui retourne les codes du pouvoir langagier contre eux-mêmes.

La quinzième contribution, signée par **Vanessa Obambi Mountou** et **Bienvenu Boudimbou**, « Diplomatie parlementaire et intelligence artificielle en République du Congo : communication institutionnelle, enjeux éthiques et souveraineté numérique (2012-2026) », déplace résolument l'analyse vers les mutations technologiques contemporaines du discours institutionnel. Mobilisant la théorie des usages et une approche croisant communication politique, gouvernance numérique, diplomatie numérique et éthique de la technologie, les auteurs montrent que l'appropriation de l'intelligence artificielle par le Parlement congolais, depuis la treizième législature, améliore la diffusion de l'information et la transparence institutionnelle, tout en générant des risques éthiques — désinformation, biais algorithmiques, déficit de régulation — et des enjeux de souveraineté numérique appelés à peser sur le rôle croissant de la diplomatie parlementaire congolaise dans la gouvernance internationale de l'IA.

La seizième contribution, due à **Benjamin Ngoma**, « Cadrage de la diplomatie congolaise dans *Les Dépêches de Brazzaville* et *La Semaine Africaine* », déplace l'analyse vers le discours médiatique en

interrogeant, à partir du concept de cadrage d'Entman et du dépouillement systématique de 334 numéros de presse répartis sur huit vagues de collecte (2025-2026), la manière dont deux titres structurellement différents construisent la diplomatie congolaise. L'étude montre que *Les Dépêches de Brazzaville* privilégie une couverture protocolaire et institutionnelle, tandis que *La Semaine Africaine* adopte un cadrage plus critique, mais seulement lors de revers diplomatiques avérés — divergence conditionnelle plutôt que structurelle qui éclaire la construction médiatique du soft power diplomatique congolais.

La dix-septième et dernière contribution, signée **Mathusalem Nganga-Mienanzambi**, « Le langage diplomatique dans *La Vie et demie* de Sony Labou Tansi : critique, résistance et postcolonialisme », referme le numéro par un retour à l'archive romanesque congolaise. À travers une lecture pragmatique, discursive et postcoloniale, l'auteur montre comment le discours officiel mis en scène dans le roman sert à la fois à légitimer la tyrannie, à dissimuler la violence et à ouvrir des espaces de résistance, la mise en scène de rituels, de formules et de métaphores illustrant la double dynamique du pouvoir — sa fabrication et sa contestation — et faisant du langage diplomatique romanesque un enjeu central de la lutte postcoloniale pour la souveraineté symbolique.

Lignes de force du numéro

Au-delà de la diversité de leurs corpus — discours électoral, allocutions diplomatiques d'un chef d'État en exercice, discours de rupture anticoloniale, roman colonial, récit autobiographique présidentiel, discours et publications numériques d'un président américain, allocutions ministérielles à l'ONU, discours présidentiel français, allocution d'un chef d'État de transition, roman diplomatique congolais, écrits politiques d'un chef d'État révolutionnaire, roman postcolonial, corpus institutionnel numérique, corpus de presse écrite, roman de la tyrannie —, ces dix-sept articles dessinent ensemble une cartographie cohérente des usages contemporains de l'analyse rhétorique du discours de pouvoir. Quatre lignes de force méritent d'être soulignées.

La première tient à la centralité de la notion d'ethos. Que l'autorité du locuteur repose sur la fonction institutionnelle qu'il occupe (Odzotto, Ngamoundsika), sur la maîtrise experte du code diplomatique (Elongo, Dzaboua), sur le refus de ce code au nom d'une légitimité vécue (Nombo, Miatékéla et Petou), sur l'intériorisation contrastée d'une parole étrangère par des voix populaires fictionnelles (Moukougou), sur la reconstruction narrative d'une légitimité personnelle dans un récit de vie ou dans la fiction romanesque (Gomas, Mvoula-Massamba, Alembe, Nganga-Mienanzambi), sur l'intensification hyperbolique de la posture présidentielle (Loumbouzi), sur l'inscription énonciative marquée du locuteur dans son propre discours (Destain et Séverin), sur le marquage adjectival d'une subjectivité présidentielle (Nguenéné), sur la construction d'un ethos de porte-parole collectif par le « nous » diplomatique (Elongo et Opanga) ou sur la médiation d'un ethos institutionnel par des dispositifs numériques et médiatiques tiers (Obambi Mountou et Boudimbou, Ngoma), les dix-sept études convergent pour montrer que la crédibilité oratoire ne se donne jamais d'emblée : elle se construit, discours après discours ou page après

page, dans l'interaction même entre le locuteur et les auditoires — pluriels, hétérogènes, parfois contradictoires, parfois différés dans le temps — auxquels il s'adresse.

La deuxième ligne de force concerne le rapport entre convention protocolaire et subversion. Les dix-sept corpus étudiés relèvent tous, à des degrés divers, du genre diplomatique ou institutionnel, dont l'euphémisation, la prudence lexicale et la recherche du consensus constituent les traits distinctifs. Or chacune des études montre comment ce cadre conventionnel peut être investi à des fins contraires à sa fonction pacificatrice d'origine : légitimation de la continuité politique chez Odzotto, légitimation de l'usage de la force chez Elongo, construction d'une autorité consensuelle chez Ngamountsika, dévoilement des rapports de domination chez Nombo, réappropriation contestataire de la rhétorique gaullienne par les voix populaires du roman chez Moukoulou, légitimation personnelle d'un pouvoir de longue durée par le recours à la palabre africaine chez Gomas, substitution de la retenue lexicale par l'intensification hyperbolique chez Loumbouzi, violation ouverte du contrat de communication diplomatique chez Miatékéla et Petou, redéploiement fonctionnel de la métaphore à des fins de mobilisation chez Dzaboua, forte implication personnelle du locuteur au détriment de la neutralité protocolaire chez Destain et Séverin, légitimation euphémisée d'une rupture constitutionnelle chez Nguenéné, mise en récit satirique des arcanes diplomatiques chez Mvoula-Massamba, conciliation tendue entre radicalisme anti-impérialiste et dépendance matérielle chez Elongo et Oponga, retournement des codes du pouvoir langagier contre eux-mêmes par le contre-discours romanesque chez Alembe, tension entre modernisation communicationnelle et risques éthiques et de souveraineté chez Obambi Mountou et Boudimbou, divergence conditionnelle des cadrages médiatiques chez Ngoma, et double dynamique de fabrication et de contestation du pouvoir par le discours officiel romanesque chez Nganga-Mienanzambi. Le protocole — qu'il soit d'État, colonial, numérique, médiatique ou coutumier — apparaît ainsi moins comme une contrainte extérieure au discours que comme une ressource rhétorique que chaque locuteur, ou chaque texte, module selon la stratégie argumentative qui est la sienne.

La troisième ligne de force tient à la dimension proprement panafricaine et comparatiste de ce numéro. Treize des dix-sept contributions prennent pour objet, sous des angles différents, la parole publique congolaise et africaine — de Denis Sassou Nguesso à Patrice Lumumba, du roman de Guy Menga au récit autobiographique de 1997, des allocutions de Jean-Claude Gakosso à l'ONU à celle de Brice Clotaire Oligui Nguema, du roman diplomatique de Henri Djombo aux écrits révolutionnaires de Marien Ngouabi, du roman d'Henri Lopes à la diplomatie parlementaire numérique congolaise, du cadrage de la presse congolaise jusqu'au roman de Sony Labou Tansi —, tandis que les quatre autres inscrivent le numéro dans une perspective résolument internationale et comparative, qu'il s'agisse du cas russe (Elongo), du langage diplomatique et numérique de la présidence américaine (Loumbouzi, Miatékéla et Petou) ou de la parole présidentielle française adressée à la diaspora congolaise (Destain et Séverin). Ce dialogue entre l'étude monographique et la mise en perspective internationale illustre la double vocation de cette revue : offrir un lieu d'analyse rigoureuse des discours de pouvoir produits en contexte africain,

tout en les situant dans le champ plus large de la linguistique politique et de l'analyse critique du discours telle qu'elle se pratique aujourd'hui à l'échelle internationale.

La quatrième ligne de force, enfin, tient à l'élargissement générique que ce numéro fait subir à la notion même de discours de pouvoir. Aux contributions centrées sur la parole orale effectivement prononcée — discours électoral, allocutions diplomatiques, entretiens de presse, interventions militantes, allocutions ministérielles et présidentielles à l'ONU — répondent celles qui déplacent l'analyse rhétorique vers d'autres supports énonciatifs : l'écrit numérique et les réseaux sociaux chez Loumbouzi ainsi que chez Miatékéla et Petou, l'archive romanesque chez Moukougou, Mvoula-Massamba, Alembe et Nganga-Mienanzambi, où la parole officielle se trouve collectée, mémorisée ou contestée par la fiction, le récit autobiographique chez Gomas, où une doctrine diplomatique se formule rétrospectivement dans l'idiome d'une tradition orale de résolution des conflits, l'écrit théorique et programmatique chez Elongo et Opanga, ainsi que les supports institutionnels numériques et médiatiques chez Obambi Mountou et Boudimbou d'une part, et chez Ngoma d'autre part. Cette extension multiple — du discours prononcé au texte numérique, du discours prononcé au texte littéraire, du discours prononcé au récit de vie, du discours prononcé à l'écrit théorique et au corpus médiatique — confirme que l'analyse rhétorique du pouvoir ne saurait se limiter à la seule parole vive : elle doit également s'exercer sur les formes médiates, différées et réappropriées par lesquelles cette parole continue de circuler, de se sédimenter et de se transmettre.

Varia

Ce numéro comprend enfin, hors dossier thématique, trois contributions relevant de la rubrique *Varia*, dont la diversité illustre la vocation généraliste de la revue au-delà du dossier « Rhétoriques du pouvoir ». **Yvon-Pierre Ndongo-Ibara** et **Divin Sauve Mianza Lekaka**, dans « The Syntactic Analysis of Koyo Compound Toponyms », proposent, dans le cadre du Programme Minimaliste chomskyen, une analyse syntaxique des toponymes composés de la langue koyo, qu'ils répartissent en toponymes phrastiques et toponymes propositionnels selon des patrons syntaxiques précis. **Yvon-Pierre Ndongo-Ibara** et **Dasty Chedel Ekori Tsoloboa**, dans « Adjunction in *Mbere* Verb Phrase », examinent, dans le même cadre théorique, la distribution syntaxique des compléments verbaux en mbere, langue bantoue du Congo-Brazzaville, et montrent que leur récursivité, loin d'être universelle, obéit à une variation paramétrique propre à cette langue. Enfin, **Takao Mawaya**, de l'Université de Kara (Togo), dans « Écriture de la mémoire culturelle dans le roman : *Le sceptre de l'authenticité* de Makliwè Adaki », mobilise la sociocritique de Claude Duchet et l'approche postcoloniale pour lire, dans ce roman initiatique, la reconquête d'une identité culturelle africaine authentique face aux dérives de la modernité.

Remerciements et perspectives

Que les auteurs de ces dix-sept contributions soient remerciés pour la rigueur de leurs analyses et pour la diversité des corpus qu'ils ont su rassembler et interroger. Chaque article a fait l'objet d'un contrôle

anti-plagiat systématique, dont les taux, mentionnés en tête de chaque texte, attestent de l'originalité des analyses proposées. Le comité de rédaction tient également à saluer la cohérence thématique qui s'est dégagée, sans concertation préalable des auteurs, de la réunion de ces travaux au sein d'un même numéro — signe, s'il en fallait un, de la vitalité actuelle des études rhétoriques consacrées au discours de pouvoir dans l'espace francophone et au-delà.

Ce numéro invite enfin à poursuivre plusieurs pistes de recherche qu'il ouvre sans les épuiser : l'étude quantitative et diachronique des procédés ici dégagés par lecture rapprochée, l'élargissement des corpus comparatifs à d'autres aires linguistiques et politiques, l'articulation plus systématique entre analyse rhétorique classique et outils de la linguistique de corpus assistée par ordinateur, ainsi que l'exploration plus poussée, ouverte par les contributions de Moukougou, de Gomas, de Mvoula-Massamba, d'Alembe et de Nganga-Mienanzambi, des porosités entre discours prononcé, écriture romanesque et récit de vie comme lieux également légitimes de l'analyse rhétorique du pouvoir — sans oublier les chantiers ouverts par les contributions d'Obambi Mountou et Boudimbou et de Ngoma sur les mutations numériques et médiatiques du discours institutionnel congolais. Autant de chantiers que les Cahiers Africains de Rhétorique seront heureux d'accueillir dans leurs prochaines livraisons.

Le comité de rédaction